

Citoyennetés locales au Maghreb Les perspectives de la longue durée

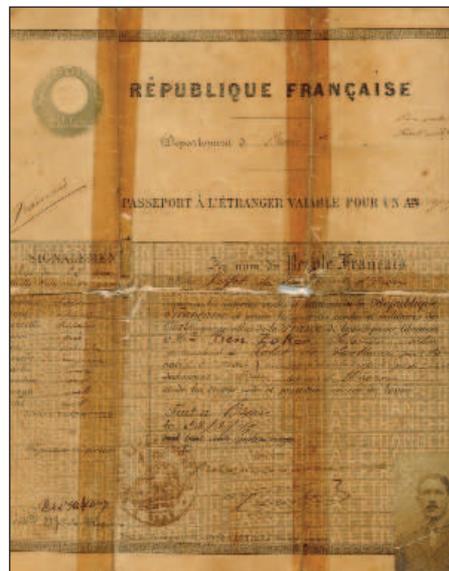
Responsable : Isabelle GRANGAUD

Chercheurs associés : Sami BERGAOUI

Partenaires institutionnels : Université de La Manouba.

Ce projet porte sur les formes de citoyennetés locales au Maghreb, analysées selon une perspective historique et pluridisciplinaire privilégiant la longue durée. Par « citoyennetés locales », on entend les conditions et les modalités d'ancrage des individus et des groupes dans un lieu, les ressorts de leur appartenance locale et l'articulation entre ces formes d'adhésion et l'accès à la jouissance de droits attachés à ce lieu. *A priori*, la notion jure avec la conception des constructions politiques actuelles, selon laquelle l'État (et notamment l'État nation) constituerait le cadre primordial et tout puissant des droits qui régissent les espaces auxquels il s'étend ; tandis que, s'agissant des sociétés d'époque moderne ou précoloniale, elle fait figure d'anachronisme. Ces dernières années cependant, un certain nombre de travaux ont mis en perspective la nécessité de considérer les dimensions supranationales de la citoyenneté aujourd'hui ou encore d'approcher la vitalité des citoyennetés locales, y compris au travers des articulations plus ou moins heurtées avec les citoyennetés nationales. Et des études historiques ont montré à leur tour la centralité dans la construction des sociétés du passé de la condition citoyenne et combien bien davantage que le fait de venir d'ailleurs, l'étranger était celui qui ne pouvait faire valoir son appartenance à une localité et n'avait pas le droit d'accès à ses ressources. Ces perspectives, en rupture avec une longue tradition des sciences sociales faisant du décalque entre citoyenneté et nation une association pacifique et naturelle, soulignent combien cette isomorphie est le produit d'une construction téléologique qu'il importe de bousculer : cette vision de la citoyenneté non seulement en ignore la part intrinsèque des luttes qui la fondent mais

encore la réduit aux droits politiques inhérents à la démocratie. Considérer les citoyennetés locales au Maghreb, aussi bien dans le présent que dans le passé, s'inscrit dans le fil de ce renouvellement en sciences sociales. Contre l'idée qu'à des communautés locales essentiellement identitaires s'opposerait l'État légal, cette perspective privilégie l'analyse de la coexistence de formes citoyennes travaillant tant les localités que l'espace des souverainetés nationales (et pré-nationales) en invitant à en saisir les formes d'articulation et de reconnaissances mutuelles.



Cette problématique qui visite à nouveaux frais les modalités politiques du local, trouve dans les sociétés du Maghreb un terrain qui, pour n'avoir pas été beaucoup exploré, s'avère être une échelle d'observations, de croisements et de comparaisons pertinente. Par ailleurs, cette problématique autorise l'entreprise d'une analyse sur la longue durée qui rend fructueux le dialogue entre spécialistes de l'histoire d'époque moderne (et ottomane

dans les régions du Maghreb central et oriental) et contemporanéistes, et s'ouvre à la pluridisciplinarité.

ACTIVITÉS

12-03-2016 : *Les Ben Salah de Bizerte. Homonymie, notoriété et présomptions de résidence : perdre ses origines sur une frontière d'empire*, IRMC-La Manouba, avec l'intervention de Nouredine Amara.

27-02-2016 : *Lecture de l'appartenance dans la Tunisie martyre*, avec l'intervention de Kmar Bendana

05-02-2016 : *Hors marché. L'appartenance locale et les biens soustraits à la circulation*, sous la responsabilité d'Isabelle Grangaud et Simona Cerutti.

23-01-2016 : *BaytMâl al'Abid ou le Trésor public des Noirs dans la Tunisie du XIX^e siècle : communautarisme et conflits d'appartenance*, avec l'intervention de Inès Mrad Dali.

28-11-2015 : *Enquêter dans le Fonds ottoman. Une archive coloniale lancée dans la bataille des droits de propriété. Alger, années 1830*, avec l'intervention d'Isabelle Grangaud.

24-10-2015 : *La révolte de 1864 dans la Régence de Tunis : enquête sur les revendications des insurgés*, avec les interventions de Fatma Ben Slimane et de Sami Bargaoui : "Suppliques ou procédures administratives routinières ? Mobilisations et administration locale dans la Régence de Tunis dans la seconde moitié du XIX^e siècle".